

**Assemblée générale**

Cinquante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale
28 décembre 2001
Français
Original: anglais

Deuxième Commission**Compte rendu analytique de la 40^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 12 décembre, à 17 heures

Président : M. Seixas da Costa. (Portugal)**Sommaire**Point 95 de l'ordre du jour : Questions de politique macroéconomique (*suite*)

- a) Commerce et développement (*suite*)
- c) Science et technique au service du développement (*suite*)

Point 96 de l'ordre du jour : Questions de politique sectorielle (*suite*)

- a) Les entreprises et le développement (*suite*)
- b) Coopération pour le développement industriel (*suite*)

Point 97 de l'ordre du jour : Développement durable et coopération économique internationale (*suite*)

- b) Mise en valeur des ressources humaines (*suite*)

Point 98 de l'ordre du jour : Environnement et développement durable (*suite*)

- a) Mise en œuvre d'Action 21 et du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 (*suite*)
- c) Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (*suite*)
- f) Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.



Point 99 de l'ordre du jour : Activités opérationnelles de développement (*suite*)

- a) Examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (*suite*)
- b) Coopération économique et technique entre pays en développement (*suite*)

Point 102 de l'ordre du jour : Mise en oeuvre du Programme pour l'habitat et décisions adoptées à ce sujet par l'Assemblée générale à sa session extraordinaire (*suite*)

Point 104 de l'ordre du jour : Formation et recherche (*suite*)

Point 106 de l'ordre du jour : Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (*suite*)

- b) Application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la Décennie 2001-2010 (*suite*)

Point 12 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil économique et social (*suite*)

Projet de programme de travail biennal de la Deuxième Commission pour 2002-2003

Achèvement des travaux de la Commission

La séance est ouverte à 17 h 20.

Point 95 de l'ordre du jour : Questions de politique macroéconomique (suite) (A/C.2/56/L.2, L.37, L.66 et L.67)

a) Commerce et développement (suite)

Projet de résolutions concernant des mesures spécifiques répondant aux besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral (A/C.2/56/L.37 et L.66)

1. **M. Mbayu** (Cameroun), Vice-président, présente le projet de résolution A/C.2/56/L.66 qu'il soumet sur la base des consultations officielles tenues au sujet du projet de résolution A/C.2/56/L.37. Il exprime l'espoir que ce projet sera adopté par consensus.

2. **M. Hirata** (Japon) signale des modifications mineures de libellé aux paragraphes 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20 et 22.

3. **Mme Kelley** (Secrétaire de la Commission) relève que les paragraphes 13, 16, 17 et 20 du projet de résolution expriment un certain nombre de demandes de l'Assemblée générale, dont une demande qui est faite au Secrétaire général pour qu'il convoque une réunion ministérielle précédée d'une réunion de hauts fonctionnaires. Ces réunions auraient lieu en 2003, dureraient cinq jours et des services d'interprétation et de documentation seraient fournis dans les six langues officielles de l'Organisation. C'est seulement en considérant le calendrier des conférences et des réunions pour l'exercice biennal 2002-2003 qu'il sera possible de déterminer les besoins d'assistance temporaire. Néanmoins, le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 prévoit des crédits non seulement pour les réunions déjà prévues au moment de sa préparation mais encore pour celles qui sont autorisées ultérieurement. Donc, si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution examiné, aucun crédit supplémentaire ne devra être prévu. Au sujet du paragraphe 20 du projet de résolution, Mme Kelley dit que la proposition du Secrétaire général concernant les moyens à fournir au Bureau du Coordonnateur spécial pour les pays en développement les moins avancés, sans littoral ou insulaires sont contenues dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 et est en train d'être examinée actuellement par la Cinquième Commission.

4. *Le projet de résolution A/C.2/56/L.66 est adopté.*

5. Le projet de résolution A/C.2/56/L.37 est retiré.

c) Science et technologie au service du développement (suite)

Projets de résolutions sur la science et la technologie au service du développement (A/C.2/56/L.2 et L.67).

6. **M. Mbayu** (Cameroun), Vice-président, présente le projet de résolution A/C.2/56/L.67, qui est soumis sur la base des consultations officielles consacrées au projet de résolution A/C.2/56/L.2.

7. **Mme Kelley** (Secrétaire de la Commission) dit, au sujet du paragraphe 7 de ce projet, que les propositions faites par le Secrétaire général concernant les moyens à mettre à la disposition de la Commission de la science et de la technologie au service du développement et de son secrétariat sont présentées dans le projet de budget-programme proposé pour l'exercice biennal 2002-2003 et sont examinées actuellement par la Cinquième Commission.

8. *Le projet de résolution A/C.2/56/L.67 est adopté.*

9. Le projet de résolution A/C.2/56/L.2 est retiré.

Point 96 de l'ordre du jour : Questions de politique sectorielle (suite) (A/C.2/56/L.18, L.25, L.69 et L.73)

a) Les entreprises et le développement (suite)

Projet de résolution sur l'action préventive et la lutte contre la corruption et le trafic illégal de fonds et le rapatriement desdits fonds dans le pays d'origine (A/C.2/56/L.26 et L.69)

10. **M. Barnwell** (Guyane), Vice-président, présente le projet de résolution A/C.2/56/L.69 qu'il soumet sur la base des consultations officielles consacrées au projet de résolution A/C.2/56/L.26.

11. **M. Goffin** (Belgique) dit que là où l'adjectif « illégal » a été remplacé par celui d'« illicite » dans la version anglaise du projet de résolution, il devrait en être de même dans la version française.

12. *Le projet de résolution A/C.2/56/L.69 est adopté.*

13. Le projet de résolution A/C.2/56/L.26 est retiré.

Projet de résolution sur les entreprises et le développement (A/C.2/56/L.18)

14. *Le projet de résolution A/C.2/56/L.18 est adopté.*

b) Coopération pour le développement industriel (suite)

Projets de résolution sur la Deuxième décennie du développement industriel de l'Afrique (1993-2002) (A/C.2/56/L.25 et L.73)

15. **M. Barnwell** (Guyane), Vice-président, présente le projet de résolution A/C.2/56/L.73, qu'il soumet sur la base des consultations officielles consacrées au projet de résolution A/C.2/56/L.25.

16. **M. Abreha** (Éthiopie) propose qu'à la cinquième ligne du paragraphe 12, la conjonction « et » soit remplacée par les mots « en tenant compte de ».

17. *Le projet de résolution A/C.2/56/L.73, tel que modifié oralement, est adopté.*

18. Le projet de résolution A/C.2/56/L.25 est retiré.

Point 97 de l'ordre du jour : développement durable et coopération économique internationale (suite)
(A/56/221; A/C.2/56/L.24 et L.74)

b) Mise en valeur des ressources humaines (suite)

Projets de résolution sur la mise en valeur des ressources humaines dans le contexte du développement durable et de la coopération économique internationale (A/C.2/56/L.24 et L.74)

19. **M. Barnwell** (Guyane), vice-président, présente le projet de résolution A/C.2/56/L.74, qu'il soumet sur la base des consultations officielles consacrées au projet de résolution A/C.2/56/L.24.

20. *Le projet de résolution A/C.2/56/L.74 est adopté.*

21. Le projet de résolution A/C.2/56/L.24 est retiré.

22. **Le Président** croit comprendre que la Commission souhaite prendre note de la note du Secrétaire général intitulée « Programme de communication pour le développement dans le système des Nations Unies » (A/56/221).

23. *Il en est ainsi décidé.*

Point 98 de l'ordre du jour : environnement et développement durable (suite)

(A/56/19; A/C.2/56/L.11, L.17/Rev.1, L.19, L.41, L.50, L.51, L.70, L.71 et L.77)

a) Mise en œuvre d'Action 21 et du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 (suite)

Projets de résolution sur le Sommet mondial pour le développement durable (A/C.2/56/L.11, L.19 et L.71)

24. **Mme Kelley** (Secrétaire de la Commission) dit que les incidences du projet de résolution A/C.2/56/L.11 sur le budget programme, qui sont présentées dans le document A/C.2/56/L.19, sont valables aussi pour le projet de résolution A/C.2/56/L.71.

25. **M. Djumala** (Indonésie), Vice-président, présente le projet de résolution A/C.2/56/L.71, qui a été rédigé sur la base des consultations officielles consacrées au projet de résolution A/C.2/56/L.11 et dit qu'un consensus existe au sujet de tout le document, excepté son paragraphe 8.

26. **M. Serwer** (États-Unis d'Amérique) dit que son pays, tout en se joignant aux autres pays pour approuver le projet de résolution par consensus parce qu'il tient à contribuer au succès du Sommet mondial pour le développement durable, ne peut le faire dans le cas du paragraphe 8 parce qu'il ne peut pas admettre que le Département de l'information reçoive des fonds provenant du budget ordinaire. Ce département doit soit absorber les coûts de la campagne d'information en adaptant l'ordre de priorité de ses activités soit demander des contributions volontaires. Les États-Unis examineront cette question à fond à la Cinquième Commission.

27. **M. Goffin** (Belgique), parlant au nom de l'Union européenne, dit que sa délégation appuie le projet de résolution dans son ensemble et tient beaucoup au Sommet mondial pour le développement durable. Elle reconnaît aussi l'importance d'une campagne dynamique d'information mondiale pour faire connaître l'importance du Sommet. Il est indispensable que les États Membres soient consultés pour que la coordination des niveaux nationaux et internationaux de la campagne soit aussi bonne que possible. Néanmoins, une telle campagne doit être financée sur le budget existant du Département de l'information.

28. **Mme Girtel** (Canada), parlant au nom des pays du groupe CANZ (Canada, Australie et Nouvelle-Zélande), dit que ses délégations sont favorables à une campagne d'information qui fasse connaître le Sommet

mais préfèrent qu'elle soit financée sur les crédits existants après réexamen de l'ordre de priorité des activités du Département de l'information.

29. **M. Kokubu** (Japon) dit que sa délégation, tout en reconnaissant qu'une telle campagne est nécessaire, craint aussi les incidences qu'elle pourrait avoir sur le budget programme. Elle est disposée à examiner le financement nécessaire à la commission compétente de l'Assemblée générale.

30. *Le projet de résolution A/C.2/56/L.71 est adopté.*

31. Le projet de résolution A/C.2/56/L.11 est retiré.

32. **M. Moeini Meybodi** (République islamique d'Iran), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que les délégations qu'il représente ont approuvé le projet de résolution A/C.2/56/L.71 par consensus. Naturellement, il faut établir un ordre de priorité pour l'attribution des ressources mais le Sommet mondial pour un développement durable est extrêmement important et il est donc nécessaire d'assurer le financement d'une campagne qui le fasse connaître.

33. **Mme Tavora-Jainchill** (Brésil), faisant sienne les observations du représentant de l'Iran, se félicite de l'adoption du projet de résolution qui, à son avis, contribuera utilement aux préparatifs du Sommet mondial pour le développement durable. Il faut de la publicité pour que le sommet ne soit pas une simple réunion de délégués gouvernementaux mais intéresse beaucoup d'autres groupes, entre autres les représentants de la société civile et le secteur privé.

34. **M. Anaedu** (Nigeria) partage les vues du représentant de l'Iran et fait observer que sa délégation n'a aucune objection à ce que l'on établisse un ordre de priorité des activités et des travaux du Département de l'information. Néanmoins, il faut absolument que ce département dispose de ressources suffisantes pour mener une campagne de publicité qui soit à la hauteur de la Conférence.

35. **M. Gamaledin** (Égypte) dit que l'ordre de priorité et le programme de travail du Département de l'information devraient plutôt être examinés par la Commission compétente.

36. **Le Président** considère que la Commission souhaite prendre note du rapport de la Commission du développement durable faisant fonction de comité

préparatoire du Sommet mondial (A/56/19, Suppl. No. 19).

37. *Il en est ainsi décidé.*

c) Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et par la désertification, en particulier en Afrique (suite)

Projet de résolution sur l'application de la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et par la désertification, en particulier en Afrique (A/C.2/45/L.17/Rev.1, L. 51 et A/C.2/56/L. 70)

38. **M. Djumala** (Indonésie), vice-président, présente le projet de résolution A/C.2/56/L.70, qu'il soumet sur la base des consultations officielles consacrées au projet de résolution A/C.2/56/L.17/Rev.1.

39. **Mme Kelley** (Secrétaire de la Commission) dit qu'à l'issue de l'examen du projet de résolution A/C.2/56/L.70, la Commission considère que les paragraphes 17 et 19 du dispositif contiennent les dispositions qui ont déjà été examinées dans l'exposé sur les incidences du projet de résolution A/C.2/56/L.17/Rev.1 (A/C.2/56/L.51) sur le budget-programme. Dans ces conditions, cette conclusion vaut également pour le projet de résolution A/C.2/56/L.70.

40. **M. Moeini Meybodi** (République islamique d'Iran), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que, l'examen de ces incidences sur le budget-programme relevant de la Cinquième Commission, ce n'est pas parce que les conclusions sur la question (A/C.2/56/L.51) ont été présentées à la Commission qu'elles ont été examinées ou approuvées. Il est clair que les arrangements prévus dans la résolution 50/115 sont toujours valables. Le paragraphe 7 du document A/C.2/56/L.51 précise que, pendant l'exercice biennal 2002-2003, les services de conférence requis pour les réunions de la Conférence des parties seraient financés sur le budget-programme de cet exercice biennal. Le Secrétariat n'a pas de raison de proposer des modifications aux arrangements décidés par l'Assemblée générale. En outre, de telles modifications nuiraient aux travaux de la Convention. « À moins que l'Assemblée générale ne revienne sur ce qu'elle a décidé, il est clair que le Secrétariat doit suivre les arrangements actuels.

41. **M. Anaedu** (Nigeria) appuie pleinement la déclaration du Représentant de la République islamique d'Iran. Au sujet du paragraphe 11, selon lequel il n'est plus possible d'assurer à la Conférence des Parties la gamme complète de services de conférence, il dit que la création du Comité chargé de l'examen de l'application de la Convention ne devrait pas avoir de grandes incidences sur les arrangements financiers puisque, avec cette création, la Conférence des Parties se réunira tous les deux ans et non plus tous les ans.

42. *Le projet de résolution A/C.2/56/L.70 est adopté.*

43. Le projet de résolution A/C.2/56/L.17/Rev.1 est retiré.

44. **M. Moeini Meybodi** (République islamique d'Iran) dit que le Groupe des 77 et la Chine estiment qu'il est indispensable de créer un mécanisme financier pour la Convention si l'on veut atteindre les objectifs d'un développement durable et qu'ils continueront de soulever cette question.

f) Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures (suite)

Projet de résolutions sur la protection du climat mondial pour les générations présentes et futures dans le contexte de l'environnement et du développement durable (A/C.2/56/L.41, L.50 et L.77)

45. **Le Président** rappelle à l'attention de la Commission l'état des incidences de la résolution A/C.2/56/L.41 (A/C.2/56/L.50) sur le budget-programme en ajoutant qu'elles valent aussi pour le projet de résolution A/C.2/56/L.77.

46. **M. Djumala** (Indonésie), vice-président, présente le projet de résolution A/C.2/56/L.77 qu'il soumet sur la base des consultations officielles consacrées au projet de résolution A/C.2/56/L.41.

47. Parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, **M. Moeini Meybodi** (République islamique d'Iran) dit que, puisque l'examen des incidences sur le budget-programme relève de la Cinquième Commission, ce n'est pas parce que l'état de ces incidences (A/C.2/56/L.50) a été présenté dans la présente enceinte qu'il peut être considéré comme examiné ou approuvé. Manifestement, les arrangements prévus dans la résolution 50/115 de l'Assemblée générale sont toujours valables. Le paragraphe 5 du document

A/C.2/56/L.50 précise que les services de conférence requis pour les réunions de la Conférence des Parties à la Convention seraient financés sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003. Le Secrétariat n'a pas de raison de proposer de modifier les arrangements décidés par l'Assemblée générale. En outre, de telles modifications nuiraient aux travaux de la Convention cadre, et particulièrement aux travaux entrepris par son secrétariat pour appliquer les accords de Bonn et de Marrakech. À moins que l'Assemblée générale ne revienne sur son mandat, il est clair que le Secrétariat doit respecter les arrangements actuels.

48. *Le projet de résolution A/C.2/56/L.77 est adopté.*

49. Le projet de résolution A/C.2/56/L.41 est retiré.

Point 99 de l'ordre du jour : Activités opérationnelles de développement (suite) (A/56/174; A/C.2/56/L.13, L.64 et L.72)

a) Examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (suite)

Projets de résolution sur l'examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (A/C.2/56/L.13 et L.72)

50. **Mme Simonova** (République tchèque), Rapporteur, présente le projet de résolution A/C.2/56/L.72 qu'elle soumet sur la base des consultations officielles consacrées au projet de résolution A/C.2/56/L.13. Ce projet n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

51. *Le projet de résolution A/C.2/56/L.72 est adopté.*

52. Le projet de résolution A/C.2/56/L.13 est retiré.

b) Coopération économique et technique entre pays en développement (suite)

Projet de décision sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté de développement de l'Afrique australe (A/C.2/56/L.64)

53. **Mme Kelley** (Secrétaire du Comité) dit qu'il convient de remplacer le dernier paragraphe du projet de décision par le texte suivant : « Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-septième session, sous le point examiné en séance plénière et intitulé 'Coopération entre l'Organisation des Nations

Unies et les organisations régionales' un point subsidiaire intitulé 'Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté de développement des États de l'Afrique australe' et d'ajouter au dernier paragraphe les mots « et prie le Secrétaire général de présenter le rapport actuel mis à jour sur ce point à la cinquante-septième session de l'Assemblée générale ».

54. *Le projet de décision A/C.2/56/L.64 est adopté tel que révisé oralement.*

55. **Le Président** propose que la Commission prenne acte de la note du Secrétaire général sur les activités du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (A/56/L.74)

56. *Il en est ainsi décidé.*

Point 102 de l'ordre du jour : Mise en œuvre du Programme pour l'habitat et décisions adoptées à ce sujet par l'Assemblée à sa session ordinaire (suite) (A/C.2/56/L.39, L.40, L.75 et L.76)

Projet de résolution sur la vingt-cinquième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à un examen et à une évaluation d'ensemble de l'application des décisions de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) (A/C.2/56/L.39 et L.75).

57. **M. Djumala** (Indonésie), vice-président, présente le projet de résolution A/C.2/56/L.75 qu'il soumet sur la base des consultations officielles consacrées au projet de résolution A/C.2/56/L.39 et recommande son adoption par consensus. Cette résolution n'aura pas d'incidence sur le budget-programme.

58. **M. Ramsden** (Nouvelle-Zélande) signale des modifications de libellé aux paragraphes 3bis, 6 et 7.

59. *Le projet de résolution A/C.2/56/L.75, tel que modifié oralement, est adopté.*

60. Le projet de résolution A/C.2/56/L.39 est retiré.

Projet de résolution sur le renforcement du mandat et du statut de la Commission des établissements humains et du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

61. **M. Djumala** (Indonésie), vice-président, présente le projet de résolution A/C.2/56/L.76 qu'il soumet sur

la base des consultations officielles consacrées au projet de résolution A/C.2/56/L.40 et recommande son adoption par consensus.

62. Prenant la parole au sujet des incidences du projet de résolution sur le budget-programme, **Mme Kelley** (Secrétaire de la Commission), dit que puisque le Conseil d'administration se réunira tous les deux ans, il conservera les droits à des services de conférence de son prédécesseur, la Commission des établissements humains. Il est déjà tenu compte de ces services dans le calendrier des réunions de l'ONU. Il est envisagé que le Comité des représentants permanents à Habitat tiende une réunion d'organisation le 23 janvier 2002 et quatre réunions d'une demi-journée en 2002 et 2003, soit neuf réunions au cours de l'exercice biennal 2002-2003. L'interprétation sera assurée dans les six langues officielles mais la documentation sera distribuée dans la langue dans laquelle elle est soumise. Ces réunions ne devraient entraîner aucune dépense de traduction. Dans ces conditions, le coût total des services de conférence pour les réunions du Comité des représentants permanents est estimé à 59 100 dollars E.-U. À ce sujet, c'est seulement par rapport au calendrier des conférences et des réunions pour l'exercice biennal 2002-2003 qu'il sera possible de déterminer dans quelle mesure les capacités permanentes de l'Organisation devront être complétées par une assistance temporaire. Néanmoins, au chapitre 2 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003, des crédits ont été prévus non seulement pour les réunions prévues au moment où ce projet a été établi mais aussi pour les réunions autorisées ultérieurement. Donc, on ne s'attend pas que les autres parties du projet de résolution A/C.2/56/L.76 aient des incidences sur le budget-programme. Si l'Assemblée générale approuve les recommandations énoncées dans ce projet de résolution, il ne devrait pas en résulter d'augmentation des crédits prévus dans le budget-programme proposé pour 2002-2003.

63. *Le projet de résolution A/C.2/56/L.76 est adopté.*

64. Le projet de résolution A/C.2/65/L.40 est retiré.

Point 104 de l'ordre du jour : Formation et recherche (suite) (A/C.2/56/L.30 et L.68)

Projets de résolution concernant l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (A/C.2/56/L.30, L.55 et L.68).

65. **M. Mbayu** (Cameroun), vice-président, présente le projet de résolution A/C.2/56/L.68, qu'il soumet sur la base des consultations officielles consacrées au projet de résolution A/C.2/56/L.30, dont l'objet est de déclencher un processus pour atténuer les difficultés financières de l'institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et dont il recommande l'adoption.

66. Prenant la parole au sujet des incidences du projet de résolution A/C.2/56/L.68 sur le budget-programme, **Mme Kelley** (secrétaire de la Commission), dit qu'au sujet des demandes énoncées au paragraphe 11 de ce projet, des éclaircissements concernant les arrangements administratifs liés au loyer et aux charges facturés à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement et l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social sont donnés au paragraphe 10 du document A/C.2/56/L.55; ces arrangements ne représentent pas des exceptions aux dispositions de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale. En ce qui concerne les propositions visant à annuler ou abaisser ce loyer et ces charges, elles seront examinées dans le rapport du Secrétaire général demandé au paragraphe 12. Si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution A/C.2/56/L.68, le Secrétaire général part du principe que l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche devra continuer d'acquitter son loyer et ses charges, aux taux du marché, et de rembourser à l'ONU les locaux et les services qu'elle lui fournit, conformément aux dispositions de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale. En conséquence, l'adoption du projet de résolution examiné n'aura pas d'incidence financière sur le budget ordinaire de l'Organisation.

67. *Le projet de résolution A/C.2/56/L.68 est adopté.*

68. Le projet de résolution A/C.2/56/L.30 est retiré.

Point 106 de l'ordre du jour : Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (suite) (A/56 / 208, A/56/297 et Corr.1, A/56/434, A/C.2/56/L.59 et L. 78)

a) Application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la Décennie 2001-2010 (suite)

Projets de résolution sur la Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (A/C.2/56/L.59 et L.78)

69. **M. Mbayu** (Cameroun), vice-président, présente le projet de résolution A/C.2/56/L.78 qu'il soumet sur la base des consultations officielles consacrées au projet de résolution A/C.2/56/L.59.

70. Prenant la parole au sujet des incidences de ce projet de résolution sur le budget-programme, **Mme Kelley** (secrétaire de la Commission) dit que conformément au paragraphe 9, les dispositions de cette résolution seront appliquées dans les limites des crédits approuvés au budget de l'exercice biennal 2002-2003. À cet égard, elle relève que le niveau du budget pour cet exercice n'a pas encore été arrêté et rappelle à la Commission les dispositions de la section VI de la partie B de la résolution 45/ 248 de l'Assemblée générale. Elle rappelle aussi que les besoins prévus pour la création du Bureau du Haut Représentant dont il est question au paragraphe 1 sont exposés dans les documents A/56/645/Add. 1 et Add. 1/Corr.1 et Corr. 2. L'Assemblée générale décidera du mode de financement de ces besoins à sa session en cours sur la base des recommandations de la Cinquième Commission.

71. *Le projet de résolution A/C.2/56/L.78 est adopté.*

72. Le projet de résolution A/C.2/56/L.59 est retiré.

73. Prenant la parole au nom de l'Union européenne, **M. Goffin** (Belgique) se félicite de l'adoption de la résolution par consensus. L'Union européenne attache une grande importance au prolongement institutionnel de la mise en œuvre du Programme d'action adopté par la Troisième Conférence des Nations Unies pour les pays les moins avancés et entend jouer un rôle en tant que principal partenaire du développement de ces pays.

74. **M. Thoppil** (Canada) dit que, selon ce qu'il apparaît à sa délégation, le projet de résolution n'entraînera pas de hausse du budget ordinaire de l'Organisation. Le coût total de création du Bureau du Haut Représentant devra être financé dans la limite des crédits approuvés pour l'exercice budgétaire 2002-2003 et au moyen de ressources extrabudgétaires.

75. Le Président considère que la Commission souhaite prendre note de la note du Secrétaire général transmettant le rapport du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement consacré à l'efficacité du fonctionnement du Groupe chargé des pays en développement sans littoral et des petits pays insulaires en développement (A/56/208), du rapport du Secrétaire

général sur la Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (A/56/297 et Corr.1) et de la note du Secrétaire général sur les ressources allouées au Bureau du coordonnateur spécial pour les pays en développement les moins avancés, sans littoral ou insulaires pour l'exercice biennal 2000-2001 (A/56/434).

76. *Il en est ainsi décidé.*

La séance est suspendue à 19 h 17 et reprend à 20 heures.

Point 12 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil économique et social (suite) (A/56/3 et Add.1 et 2, A/56/459, A/56/127-E/2001/101 et A/56/127/Add.1-E/2001/101/Add.1)

77. **Le Président** propose que la Commission prenne note du rapport du Conseil économique et social (A/56/3 et Add.1 et 2, principalement les chapitres I à V, les sections A à C et E à H du chapitre VII, et le chapitre IX) du rapport du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population sur le prix des Nations Unies en matière de population (A/56/459) et du rapport du Secrétaire général sur l'évaluation quinquennale des progrès réalisés dans l'application de la résolution 50/225 sur l'administration publique et le développement (A/56/127-E/2001/101 et A/56/127/Add.1-E/2001/101/Add.1).

78. *Il en est ainsi décidé.*

Projet de programme de travail biennal de la Deuxième Commission pour 2002-2003 (A/C.2/56/L.60)

79. **M. Xiong Lixian** (Chef de la programmation et du suivi des documents) présente le projet de programme biennal de travail de la Deuxième Commission pour 2002-2003 ainsi que des renseignements à jour compte tenu des faits survenus après la publication du document. Ces renseignements seront inclus dans le rapport que la Commission présentera à l'Assemblée générale en séance plénière au titre du point 12 de l'ordre du jour.

80. Prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, **M. Mirafzal** (République islamique d'Iran), proposent que les mots « environnement et » soient supprimés au point 5 du programme pour 2003 car l'environnement est l'un des trois piliers du

développement durable selon les conclusions de la Conférence de Rio.

La séance est suspendue à 8 h 20 et reprend à 8 h 25.

81. Après un échange de vues auquel participent **MM. Goffin** (Belgique), parlant au nom de l'Union européenne, **Traub** (États-Unis d'Amérique), **Moeini Meybodi** (République islamique d'Iran), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine et **Mbayu** (Cameroun), le Président suggère que la Commission prenne note de la proposition faite par la République islamique d'Iran.

82. *Il en est ainsi décidé.*

83. **M. Moeini Meybodi** (République islamique d'Iran), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit qu'ils soulèveront la question à la cinquante-septième session de l'Assemblée générale et la suivront de près pendant les préparatifs du Sommet mondial sur le développement durable.

84. *Le projet de programme de travail biennal est adopté tel que modifié oralement.*

Achèvement des travaux de la Commission

85. **Le Président** dit que, bien que les événements du 11 septembre aient suscité un vaste consensus au sujet de certains aspects du fonctionnement de l'Organisation, des divergences de vues considérables subsistent au sein de la communauté internationale au sujet de la façon d'élaborer des stratégies pour combler le fossé entre les pays riches et les pays pauvres. La Commission a essayé de convenir d'une approche consensuelle et multilatérale dans les domaines qui étaient essentiels pour l'avenir de milliards d'êtres humains. À ce sujet, le Président est satisfait de l'esprit de compromis et souplesse qui s'est manifesté pendant toute la session et qui a permis de trouver des solutions à des questions très complexes. De fait, le multilatéralisme permet même aux pays les plus pauvres de parler d'une voix égale sur tous les sujets.

86. **M. Mirafzal** (République islamique d'Iran), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, se déclare satisfait de l'esprit de coopération et de consensus qui a régné et qui a permis à la Commission d'adopter par consensus des projets de résolution très divers, entre autres sur des sujets très sensibles.

87. **M. Goffin** (Belgique), parlant au nom de l'Union européenne, est heureux de l'excellente coopération

qui s'est établie entre les délégations et se félicite de ce que la Commission a travaillé uniquement sur la base du consensus.

88. **Mme Girtel** (Canada), parlant au nom de son pays ainsi que d'Andorre, de l'Australie, de l'Islande, du Japon, du Liechtenstein, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, de la République de Corée, de Saint-Marin, de la Suisse, de la Turquie et des États-Unis d'Amérique ainsi que de la Fédération de Russie, relève les conditions très difficiles dans lesquelles la Commission a conduit et achevé avec succès ses travaux à la session actuelle.

89. **Le Président** déclare que la Commission a achevé les travaux de sa cinquante-sixième session.

La séance est levée à 21 heures.